Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

CR de la réunion du MAUSS « Penser la crise de l'Université », Paris le 15/12/07

- Gazette - Débats -
Date de mise en ligne : dimanche 3 février 2008

Revue du Mauss permanente

Compte-rendu rapide

Ce qui ressort fortement de cette réunion, ce sont deux orientations plus ou moins claires, plutôt idéologiques, qui ont planté le débat, recadré ou relancé le débat, même si elles n'étaient pas acceptées ou assumées par tous. Deux positions fortement défendues par leurs auteurs. Successivement celle de Louis Maïtrier, que je nommerai faute de mieux, *Université et tradition*. C'est un discours à rebours de la pensée commune, lisant les choses avec une perspective longue (la Révolution, l'Ancien Régime). Il reprend un ensemble de constats que l'on s'accorde à critiquer pour les retourner (évolution vers la professionnalisation, explosion des enseignants chargés de cours).

La seconde position, celle de la gauche radicale, portée par C. Laval, reprend des analyses économiques et politiques dans la tradition de la *critique marxiste*. Décrivant les évolutions politiques générales (évolution générale vers une société où la connaissance entre comme facteur de production et élément de concurrence) ou des tendances nationales (j'avoue ne pas les avoir retenues).

Le second point fort ce sont quelques *thèmes* autour desquels la discussion s'est organisée de manière plutôt consensuelle : l'organisation de la vie universitaire (la hiérarchie du savoir et l'organisation du travail : et pourquoi pas un retour aux mandarins ?) ; la culture générale ; la sociologie des enseignants (carrière et reconnaissance). Avec des allusions fortes à deux dates, Mai 68 et 1939 (allusion à l'étrange défaite de M. Bloch mais pas à La Brèche de Morin, sur Mai 68). Avec une proposition assez maigre, autonomie des universitaires au lieu de l'autonomie des Universités. Et quelques questions d'A. Caillé restées sans réponse.

Deux remarques sur les positions idéologiques, puis sur les thèmes. Sur la *critique individualiste*. Ce discours, qui s'apparente à celui de Milner, intéresse et séduit au MAUSS où on cultive une vision critique. Il nous touche aussi à cause de la période historique, marquée par l'épuisement d'un ensemble de solutions « sociales-démocrates ». Il ne faudrait pas se tromper sur le positionnement de ce discours, contre du contre, et le fait que certains débats ont lieu à fronts renversés.

Sur la *critique marxiste*. Cette critique est globalement (grossièrement) pertinente : c'est un discours construit et argumenté qui épingle à juste titre l'instrumentalisation et l'utilitarisme de la culture. Par contre, cette thèse est insatisfaisante parce qu'elle ne renouvelle pas la critique de gauche classique. Quand Ch. Laval évoque l'appauvrissement (relatif) des moyens distribués aux Universités ou les ressources et la précarité croissante des étudiants, il touche juste & en même temps qu'il irrite parce que les solutions (des moyens, des protections sociales pour les enseignants ou pour les étudiants) nous font retomber dans les discours habituels de la gauche française, canal historique, et son paradigme économique, nationaliste, progressiste, étatiste, etc., etc., dont nous sommes nombreux à savoir qu'il est caduc.

Sur les thèmes de débats, ils sont intéressants mais ne gagneraient-ils pas à être historicisés ? L'Université d'aujourd'hui est l'héritière de 68. On pourrait citer des noms et des résultats de recherche, notamment en sociologie : de Stoetzl, Mendras et Girard à Bourdieu, Boltanski en passant par Garfinkel, l'interactionnisme, Latour ou la sociologie de la reconnaissance, nous ne sommes plus dans le même monde. *Idem* pour l'économie même si je ne fréquente pas professionnellement cette discipline. *Idem* pour les fonctionnements, les labos, les équipes et les recherches produites. Il y a eu des étapes de libération et de renouvellement de 70 aux années 80, puis des reculs de 90 à nos jours, pour chronologiser à la hâte. Bref, les questions posées en 68, les indignations et les révoltes sont à reprendre et à renouveler.

Simple exemple, souvent il me vient ce petit exercice de sociologie appliquée (je viens de voir que l'Association

Française de Sociologie fait quelque chose en ce sens). On pourrait faire une petite enquête sur l'institutionnalisation de la sociologie au moment de la période citée. En 1985, on a quelques grands noms, quelques revues spécialisées (*Revue française de sociologie* ; *Sociologie du Travail* ; *Actes de la Recherche*) ; un manuel vieillissant, Mendras. On ne fait quasiment pas de sociologie hors des cursus et départements spécifiques. En quelques années, cette discipline se développe et essaime dans divers lieux et divers cursus : STAPS, Sciences de l'éducation, Médecine, Droit, Communication, Ecoles d'ingénieurs. On assiste à une multiplication des revues ou à la montée en puissance de revue secondaire qui deviennent de vraies revues & Multiplication des manuels, des collections.

Mais parallèlement à cette extension, n'assiste-t-on pas à un rétrécissement des sujets de thèses, à la mesure des nouveaux spécialistes/groupes de recherches qui se sont montés ? La réponse à des appels d'offres et le financement des recherches par la demande sociale ne conduit-elle pas à une dérive ou en tout cas un éloignement des questions de fond ? On analyse l'insertion des jeunes et le chômage, le RMI, sans s'interroger sur le glissement politique dans le traitement de la pauvreté, de l'aliénation exploitation à l'exclusion.

Ce résumé est ultra rapide. Il vise simplement à rappeler que la culture générale, les interrogations disciplinaires ne sont pas indépendantes d'une histoire. Il y a des moments de recomposition et de synthèse du savoir. De plus, ces questionnements généraux sont le résultat d'une critique idéologique, politique, radicale. Ils proviennent le plus souvent de courants minoritaires : ne les cherchons pas, ils viendront de groupe, sous groupes dont le MAUSS.

Propositions : indications modestes et discutables de mise en ordre des analyses et investigations sur la crise de l'Université [1]

Préliminaire. Le MAUSS dans la tourmente politique

Avant d'arriver à des pistes ou suggestions, un petit *préliminaire sur le MAUSS* comme revue et un sur la *situation politique*. Pour moi, le MAUSS est une petite association et un courant de pensée qui présente moins des propositions concrètes qu'une philosophie sociale, avec deux points forts, la gratuité (le don) et une autre forme de lien social (l'association). Beaucoup s'y intéressent en ces temps de désarroi, de déconstruction/reconstruction politique ; mais il était visible et audible (dans nos échanges) que le *melting pot*, entre des personnalités aux histoires diverses, n'est pas si facile à opérer.

Le *moment* de l'histoire politique où nous nous trouvons. On parle souvent du capitalisme actuel (produisant sans stock, qualité totale, haut niveau de qualification et polyvalence) et dirigé par la finance. On insiste moins sur les autres caractéristiques des sociétés développées : marchandisation (générale y compris de la culture), industrialisation du savoir (les techniques des sciences appliquées pénètrent profondément les activités des producteurs de savoir, intellectuels et artistes). Ce mouvement vers une société qui intègre le savoir (« capitalisme de la connaissance » ou autres intitulés concurrents) est un mouvement international. Il s'origine au tournant des années 80 avec Reagan Thatcher et concerne tous les pays. Les penseurs radicaux (marxistes, altermondialistes) ont raison en ce sens & même s'il n'est pas organisé comme un grand complot (OMC, FMI).

Il faut insister sur la dimension culturelle qui nous concerne directement. Il n'y a pas seulement utilisation de l'innovation et de l'invention pour la production de biens industriels ou services nouveaux, cela touche l'ensemble de la société. Il existe un mixte de technique/connaissance, une R & D nouveau style, dans toutes les entreprises et les institutions : elle fabrique des biens et des services sans cesse nouveaux, elle organise aussi les relations humaines et sociales : des techniques de gestion des populations scolaires à la distribution du RMI, aux techniques de vente et de management que nos enfants ont appris dans les sections de vente, les écoles de commerce [2]. La sociologie

est utilisée comme un moyen : de *Street Corner Society* à la formation des médiateurs de banlieue. Transformation de la société ou pacification ? [3]

Il faut s'attarder un instant sur la déclinaison nationale, particulièrement visible depuis Sarkozy. Longtemps isolée la France a cultivé un modèle particulier, un système égalitaire général à prétention universaliste. Appuyé par un Etat fort, des services publics nombreux et soutenu par consensus regroupant des courants divers (partis de gauche et gaullistes, syndicats), ce modèle a longtemps résisté (et à juste titre) à la vague libérale. Mais en retardant le changement qui s'opérait partout, il a aussi aggravé les failles de l'égalité républicaine.

En ce qui concerne l'Université comme l'école, à force de se crispier sur les acquis du passé, il y a un vrai refus de discuter des manques et des lacunes contemporains. Refus de principe du financement privé & alors qu'on monte des associations *ad hoc* ; refus de discuter du fonctionnement des premiers cycles où des étudiants non sélectionnés viennent s'écoeurer à l'Université ; assimilation de toute comptabilité et gestion de l'institution à une marchandisation (si l'Université n'a pas pour fonction de produire des biens marchands, elle coûte et il faut gérer les centaines de milliers d'étudiants) ; refus de toute évaluation des enseignants ou des départements, le travail « artiste » ne s'évalue pas. On est donc dans une situation doublement confuse. D'une part parce qu'on n'a pas voulu chercher des solutions « progressistes » et humanistes » pour l'Université de masse. D'autre part parce que la ligne maginot de nos défenses s'est rompue et que nous sommes défaits. Nous sommes aujourd'hui pris à revers par un pouvoir volontairement réactionnaire qui réalise des réformes et des mises à jour de bon sens soutenues par tous, soutenues par la gauche. Et le désarroi est général. On s'oppose sans s'opposer tout en s'opposant (le petit jeu de soutien des enseignants aux étudiants mobilisés était plus que discutable) aux changements apportés au nom de la lutte contre le libéralisme. D'autres acceptent les actes du pouvoir, *i.e.* la loi Pécresse, sans voir les vrais dangers dont ils sont porteurs (*cf.* le numéro d'Esprit). La majorité se tait.

Si j'ai pris la peine de décrire et la situation internationale et nationale, c'est pour rappeler la difficulté de faire un dossier sur le sujet tant le *cap* d'une interrogation critique est difficile à tenir : le Mauss est un frêle esquif dans une tempête. Précisément un maëlstrom de courants, courants contraires et de tourbillons : courants de réaction internationale générale, forces de résistance gauche canal historique (réactionnaire dans un langage de gauche) et contre-courants de modernisation sarkozyste.

La difficulté est aussi liée à l'état particulier de notre société française, la *singularité française et à la difficulté, tout changer ou rien changer*. Tout se passe comme si notre modèle social avait atteint une perfection indépassable, comme l'URSS au beau temps décrit par A. Zinoviev. Une Université gratuite, ouverte à tous, fondée sur le mérite, des financements publics, des fonctionnaires statutaires & quand toute cette réalité est illusion. Pourtant l'opinion progressiste sait que ce tableau est mensonger comme l'avenir radieux. Elle mesure les écarts à l'idéal. Mais elle s'effraie d'elle-même : puisque nous sommes devant l'alternative refonder un nouveau modèle républicain général supérieur au précédent (qui agirait sur toutes les dimensions imbriquées) et puisque nous ne le pouvons pas, à défaut gardons ce qui existe. Cet état de sidération historique interdit aussi toutes alternatives et expériences. Les forces critiques préférant la dénonciation confortable de la droite à la tentative modeste de faire quelque chose.

Enfin, il faut tenir compte de la *diversité des dimensions* de l'analyse. Ainsi on peut développer un regard critique sur notre sujet, la crise de l'Université, du plus étroit au plus large. On peut se borner à une critique de l'Université (telle qu'elle fonctionne actuellement) ; on peut étendre à la question à l'enseignement supérieur (université, grandes écoles, sections à recrutement : BTS, IUT) ; on pourrait enfin s'interroger sur la production des savoirs et des qualifications et leur valorisation. Extensions trop vastes et inutiles ? Comment ne pas tenir compte du chiasme français fait au nom de l'égalité républicaine et avec la participation des élites et des professionnels/enseignants : les étudiants les plus faibles suivent les études les plus difficiles et les moins encadrées ; ils reçoivent des financements inférieurs aux autres. Comment ne pas tenir compte de la valeur très relative des diplômes distribués, non seulement d'un bout à l'autre de l'arc de l'enseignement supérieur, mais aussi à l'intérieur des filières universitaires entre celles qui sélectionnent et encadrent vers la sortie professionnelle. Et de ce fait, connu de tous, que le diplôme ne vaut rien

sans rien sans une mise à l'épreuve, un test professionnel en grandeur réel ; or ce stage est lié au capital social des parents. Comment ou plutôt jusqu'où élargir le dossier se justifiant au moins du fait que la tendance internationale met en péril le modèle français et qu'il est mis en cause par le pouvoir et par la jeunesse populaire. Trois strates ou trois plans dans les propositions donc.

Des axes au sein de l'Université

Soit l'Université qui a pour but de conserver et de développer le savoir, avec des valeurs de gratuité, universalité, sens critique. On peut examiner successivement les pistes concernant la recherche, l'organisation des études et l'institution de savoir, gouvernance, financement.

Recherche

Quelles sont les interrogations en cours sur les recherches d'avenir ? On a eu la physique nucléaire et la big science : nous rendre maître et possesseurs de la nature. Peut-on plaider aujourd'hui pour une autre recherche pour une société non utilitariste ? Une société durable ? Des débats ont lieu actuellement sur les fins de la connaissance : chez les biologistes, les médecins, les juristes [4]. Avec certaines maladies, il y a eu un véritable échange critique sur les techniques de soin et de prise en charge médicale. Peu d'interrogation chez les physiciens ?

Qu'en est-il pour les sciences sociales : il y a eu un débat fort lors de l'arrivée au pouvoir de Mitterrand avec des assises de la science qui a produit le fonctionnement actuel, appel d'offres et application de la science aux besoins de la société ?

Peut-on faire le tour des lieux d'interrogation critique. [Sauvons la Recherche](#), une vision peu critique. Un site intéressant : [La Fondation Sciences citoyennes](#).

La société de connaissance utilise les connaissances pour instrumentaliser et asservir les consommateurs et les citoyens. Quelle marge de manœuvre se donne-t-on et quelle contribution les chercheurs peuvent apporter ?

Définition des recherches. Selon les domaines, les chercheurs disposent de marges de manœuvre dans la définition de leurs recherches (peu en big science & beaucoup en sciences humaines). Quel degré de liberté est collectivement construit pour sortir des appels d'offre (et de leur reformulation/ trahison) et procéder à des propositions d'offres de recherche sur des sujets critiques ?

Application des recherches. Il y a une demande citoyenne d'expertise et de contre-expertise. On a commencé à organiser des boutiques de sciences et puis &

Universalisme ou relativisme ? Quelle interrogation sur le modèle rationnaliste ? L'euro-rationalisme ? Et la confrontation avec des sociétés où le partage foi et savoir diffère.

L'institution et le savoir

Il y a peu de discussions sur la transmission, l'acquisition et le développement du savoir, la pédagogie ? !

L'organisation des cursus : instauration du modèle LMD ? Réduction et instrumentalisation avec l'introduction des semestres. Evaluation de cette unification et de cette industrialisation standardisation de la connaissance ?

La question du niveau particulier des étudiants actuels : une année propédeutique ?

Un autre enseignement avec moins de cours magistraux. Quelques expériences pour introduire un apprentissage pratique : ateliers d'enseignement, ateliers de lecture et ateliers d'écriture.

Une institution universitaire est une institution fermée, elle tend à reproduire le savoir : peut-on envisager une institution ouverte ? Une institution critique ? P. Foray (Université de Saint Etienne) avait tenté de réfléchir à ce que serait une institution critique à partir des réflexions d'E. Morin [5].

Pourquoi les Universités ne s'allieraient-elles pas à des lieux de demande et d'attente de savoir associatifs : Universités Citoyennes, Cafés débats divers, lieux d'échanges de savoir. En sachant que l'institutionnalisation et le fonctionnement ordinaire des carrières fera toujours de cette activité, un bénévolat et une action minoritaire.

Gouvernance

L'Université de masse regroupe un ensemble considérable de personnes (étudiants, enseignants, chercheurs, administratifs). La loi donne plus de pouvoir au Président (bâtiment, personnel) ? Est-on pour ou contre une autre gouvernance des Universités ? Laquelle ? Une autonomie des Universités (autonomie des Universitaires, c'est une autre proposition). A défaut que peut-on dire de la mal gouvernance ou de la non gouvernance des instances Universitaires ? [6]

Certains sont pour cette autonomie des Universités (cf. Esprit). Ils décrivent les effets positifs d'une vraie politique et d'une vraie direction. Ces universitaires (Lussault, Université de Tours, Mérindol Université de Strasbourg, Lichtenberger Université Paris Est, Descoings Sc Po., *Esprit* 2007) se disent prêts à relever le gant.

Leur conviction que cette gouvernance locale est positive est-elle due au contexte (grande université dotée de ressources, petite université proche de Paris ?), à leur charisme et à leur capacité d'entreprise ? Est-ce généralisable pour toutes les Universités, les grandes comme les petites ? Celles qui disposent d'un patrimoine, d'un nombre de chercheurs, d'un rayonnement important comme les autres ? Une spécialisation positive est-elle possible entre les grandes et les petites, comme on peut le voir dans certains secteurs culturels (édition : grands éditeurs/petits éditeurs, culture et musique : scène parisienne et festivals locaux ?)

Financement

Progressivement la question du financement commence à s'ouvrir. Le financement public (Etat ou autre), les financements privés ou associatifs. Les modalités aussi commencent à se discuter : attribution et renouvellement, contrat sur une recherche avec un rapport à rendre.

On discute maintenant de fondation et financement privé mis sur le même pied que les autres financements. Et on laisse se dessiner une tendance avec un besoin croissant et un quantité de financement stagnante. Les modernistes y voient une solution.

Pourquoi ne pas poser l'ensemble du problème et s'interroger sur ces effets. Quelle part laisser à la recherche inutile

et la recherche de longue durée ? Comment la financer ?

Danger/avantage d'un financement par une fondation ? voire par une société capitaliste à la recherche d'image, une société capitaliste travaillant sur le long terme (chaire d'histoire de)

On peut aussi imaginer un lien avec les associations, les mouvements collectifs et les syndicats : recherche d'utilité collective.

Université et enseignement supérieur

Par opposition à la *structuration des flux scolaires* (fonctionnement du lycée, sélection et orientation, importance accordée aux mathématiques et à la section S) ; par opposition au choix sociétal pour les classes préparatoires comme prolongement des études générales (encadrement et débouchés assurés), quelle modalité de reconstruction/transformation du fossé : classes préparatoires / premiers cycles universitaires ? [7]

Voir tout ce qui pourrait faire évoluer cette structuration :

- ▶ premiers cycles dans les écoles d'ingénieurs sans classes prépas ? INSA ?
- ▶ soutien à l'entrée en grandes écoles dans des lycées de banlieue ?

Quelle valeur peut-on affirmer dans les études universitaires ? Quelle « fierté » universitaire ? La liberté, la recherche, la prise de risque et l'ouverture face à la répétition, la reproduction ?

On a beaucoup parlé d'*orientation*, au cours de l'année dernière, suite au CPE. Bizarrement, on envisage de mettre en place des institutions d'orientation des étudiants et de suivi de leur insertion. Ces solutions sont étranges pour un sociologue de l'éducation, ex conseiller d'orientation, qui a travaillé sur ces questions. Les cellules d'orientation existent depuis 30 ans, environ. Quant à « l'entrée dans la vie active », c'est une question statistique et théorique travaillée par un organisme de recherche, le CEREQ, créé en 1971 (avec le CEE) qui doit regrouper une centaine de chercheurs. De plus, des observatoires de l'insertion existent depuis des années dans certaines Universités & Comment dire mieux que le problème est ailleurs ; il est aussi un peu plus compliqué.

Reconnaître que nous sommes à l'année zéro de cette reconstruction d'une diversité de formation par l'enseignement supérieur serait déjà un grand progrès. Dans une réunion nationale sur la transformation de l'école, Meirieu posait la question : est-ce qu'il y a une force sociale intéressée à une transformation de l'école ? (il connaissant déjà la réponse, négative !). Même question pour l'Université et l'enseignement supérieur ?

Le Nouveau Management Public.

Une bonne conclusion sur le dossier ne serait-elle pas un *débat* sur l'article de Vinokur [8] sur le Nouveau Management Public. Nous avons besoin de développer un management des organisations/institutions qui n'ont pas pour but le profit (écoles, Universités, Hôpitaux, etc.) et avant de déterminer en quoi le management public, développé dans de nombreux pays et en France, est mauvais. Que voulons-nous lui opposer ? Quelle évaluation non-marchande ? Il touche des questions de fond, l'évaluation, les types de statuts ou de contrat de travail ? Comme l'a dit P. Chanial, les universitaires comme d'autres n'échapperont pas à l'évaluation. Il est forcément très difficile de faire concorder la hiérarchie du savoir (et de la valeur) et la hiérarchie professionnelle : l'histoire est jalonnée de travaux reconnus avec retard. Il existe des critères d'évaluation quantitatifs, évaluation industrielle, institutionnelle et utilitariste. Quels critères d'évaluation voudrions-nous mettre en avant ? Il y a d'ores et déjà des agences de notation

qui cherchent d'autres modes d'évaluation que ceux du profit et de la rentabilité.

Incontestablement, les nouveaux pouvoirs des présidents permettront de recruter des enseignants sur un autre mode, sur contrat ? Quel défaut du modèle actuel et quel avantage ? Pour avoir participé à une recherche sur les Aides Educateurs (contrat de travail privé dans un monde de droit public), il me semble pouvoir dire que la réflexion théorique sur les effets de la relation de travail des professionnels de l'école est peu avancée. *Terra incognita*, à ma connaissance en sociologie du travail.

Conclusion : des alternatives concrètes ou rêve d'un autre Université (d'une autre société) ?

(...) J'oscille entre deux extrêmes. L'utopie, un Voyage dans l'utopie universitaire à l'image de ce que Mendras avait fait pour la campagne [9]. Et les propositions immédiates. Ce qui nous ramène à ce qui précède, à savoir comment considérons-nous le moment historique, le sarkozysme, le début d'un changement politique d'ampleur et le degré de rupture du discours du MAUSS.

Il me semble qu'il y a place pour un bon numéro, un numéro ouvert au centre de gravité des interrogations et des positions citées. Il préciserait les connaissances acquises (il y a pas mal de choses publiées sur le fonctionnement universitaire, le champ de l'enseignement supérieur, les étudiants et leur niveau, etc). Il citerait les embryons de réponses alternatives et surtout les questions de fond et les choix à trancher. Il pourrait aussi contribuer au débat par des extensions et des prolongements électroniques sur les questions vives. Voire, il solliciterait des rassemblements de personnes/enseignants/chercheurs impliqués dans des changements pratiques par l'intermédiaire du *Journal du Mauss*.

[1] Je suis mal placé pour faire des commentaires sur le MAUSS étant très nouveau ! Quant à l'analyse politique, je suis carrément indécrottable, le sujet ayant été consciemment-inconsciemment écarté : ne pas parler de la grève étudiante qui fait réponse à la loi Pécresse ? ! Tant pis.

[2] Quand on voit le développement de l'industrialisation et la marchandisation de la culture, du savoir et de la science, la montée d'autres formes de culture qui touche les étudiants (son, musique), on doit se demander si l'Université et son fonctionnement ne justifient pas d'une réforme globale comme certains, peu cités et peu lus, le disent pour l'école. Choulet, *la bonne école, Penser l'école dans la civilisation industrielle*, Champ Vallon, 2004 ou Pasquier D., *La culture des sentiments, l'expérience télévisuelle des adolescents*.

[3] Il y a lors de l'introduction des grandes recherches sociologiques (Lewin, Elton Mayo, etc), il y a eu un débat idéologique sur l'utilisation de ces connaissances, notamment entre Crozier et Touraine. J'écris de mémoire.

[4] Cf. l'édition les empêcheurs de penser en rond et P. Pignarre, Une vision critique de la médecine dans la filiation, largement développée et dépassée, d'Illich.

[5] N'était-ce pas le sens des créations de contre-institutions, en parallèle et en opposition à l'Université : Section de l'école Pratique des Hautes Etudes, entre les deux guerres.

[6] Je suis mal placé, professionnellement et comme chercheur, pour parler des effets de la gouvernance actuelle des Universités. Par contre, je pourrais décrire les *catastrophes* de la non-gouvernance des établissements scolaires (non gouvernance au niveau de l'établissement, du département Inspecteur d'Académie ou de la région Rectorat). C'est une des dimensions que nous percevons dans un rapport de recherche : Les inégalités socio-spatiales d'éducation, recherche collective sur la France scolaire éclatée sous la direction de Broccolichi, Ben Ayed et Trancart (devrait paraître en livre à La découverte).

[7] E. Maurin a montré dans le *Ghetto français*, comment une véritable sécession s'est opérée. Elle concerne complètement les choix scolaires, notamment le non choix de l'Université.

[8] Vinokur A, 2007, La loi relative à la responsabilité des Universités : un essai de mise en perspective, revue de la régulation, n2

[9] Mendras, 1979, *Voyage dans l'utopie rustique*, Actes Sud.